

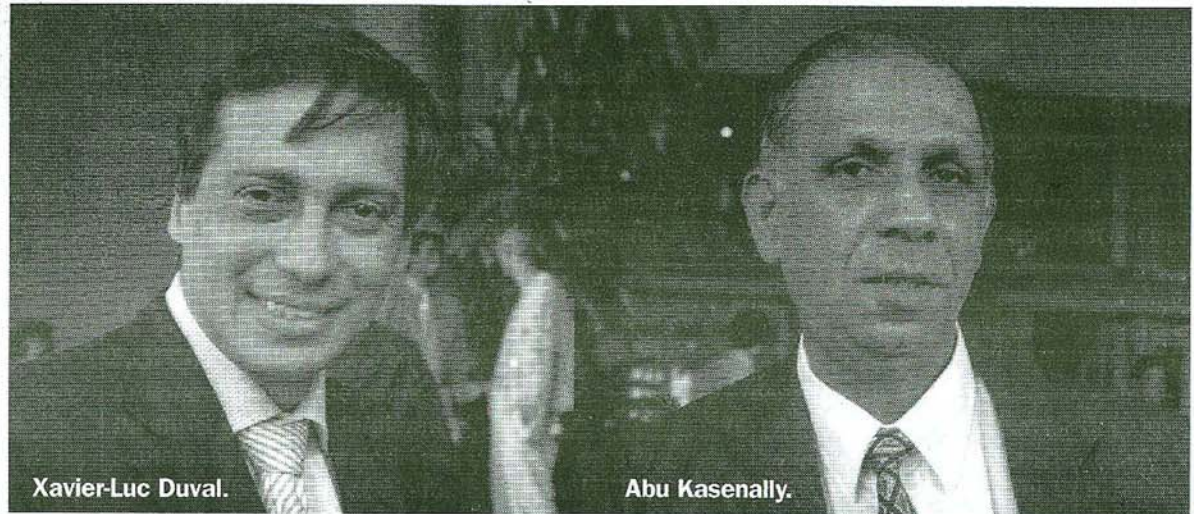
Le CSR subventionnera les logements sociaux

Les ministres Xavier-Luc Duval et Abu Kasenally comptent se servir des recettes du CSR pour subventionner les logements destinés aux défavorisés. Une formule est en stade de conception.

Permettre aux familles au bas de l'échelle de payer le moins possible pour les logements sociaux. C'est la mission que se sont investie le ministre de l'Intégration sociale, Xavier-Luc Duval et celui du Logement et des Terres, Abu Kasenally. Cette synergie s'est développée depuis leur concertation pour reloger les squatters de Dubreuil.

Selon nos recoupements, les ministres Xavier-Luc Duval et Abu Kasenally présenteront bientôt au Cabinet des ministres une formule de subvention additionnelle de ces logements à travers le Corporate Social Responsibility Scheme (CSR). Cette année, le gouvernement prévoit des contributions dépassant Rs 1 milliard des compagnies privées profitables. Celles-ci doivent consacrer 2 % de leurs profits aux projets sociaux et communautaires. Plus de 250 organisations non gouvernementales se sont fait inscrire pour bénéficier du CSR.

Xavier-Luc Duval et Abu Kasenally sont ainsi conscients que les familles aux revenus mensuels très bas sont dans l'incapacité d'effectuer des dépôts et de payer des mensualités. Cela, bien que l'État prenne en charge les frais des aménités comme l'installation de l'électricité, la fourniture d'eau, les facilités de tout-à-l'égout et les routes ainsi que le coût de la dalle. En somme, un logement social revient à moins de Rs 350 000, sans compter que les familles défavorisées



Xavier-Luc Duval.

Abu Kasenally.

bénéficient d'un taux d'intérêts concessionnaire d'environ 6,5 %.

Depuis qu'il est à la tête du ministère de l'Intégration sociale, Xavier-Luc Duval s'est assigné comme mission de combattre la pauvreté absolue. En d'autres mots, venir en aide aux familles les plus pauvres, dont les revenus sont inférieurs à Rs 5 000 par mois. Environ 7 000 familles correspondant à cette situation ont été identifiées à Maurice.

Institué en juillet 2008, le programme Eradication of Absolute Poverty (EAP) est doté d'un budget global d'environ Rs 277 millions pour l'année 2010 et d'une équipe de 21 personnes.

Pour l'EAP, le développement socio-économique des familles qui vivent dans des conditions de pauvreté absolue passe par la mise en place sur le terrain de projets communautaires et de diverses formes de soutien direct aux familles. Ces activités prennent en compte l'ensemble des facteurs sociologiques, économiques et culturels qui sont liés

aux situations de pauvreté absolue : l'emploi, le logement, la santé, l'éducation, la formation, les infrastructures, l'environnement, l'accès aux services publics, les comportements sociaux, les loisirs, etc.

Dans chaque secteur identifié, un groupe (Coordination Working Group - CWG) est constitué afin de coordonner les actions mises en place sur le terrain. Chaque CWG réunit des représentants des secteurs public et privé, ainsi que de la société civile (ONG). Selon les besoins identifiés sur le terrain et les priorités, une grande diversité d'actions peut être initiée de façon coordonnée. Jusqu'à mars 2010, les actions mises sur pied ont ainsi touché plus de 1 200 familles dans 60 poches de pauvreté.

Concernant le logement, le gouvernement s'est assigné comme objectif de construire 10 000 logements sociaux durant ce présent mandat. Somme toute, le nouveau directeur général de la National Housing Development Company Ltd (NHDC), Osman Mahomed, aura du pain sur la planche.